



APPEL A LA GREVE

La CGT appelle à une journée de grève ce 18 Octobre 2022 l'ensemble des travailleurs et des travailleuses. Dans la Vienne, l'Union Départementale a réuni les syndicats CGT en Assemblée Générale ce 13 Octobre. Tous valident l'appel du 18 Octobre.

Ils décident, avec leurs Unions Locales, de porter les revendications de la CGT, d'un SMIC à 2000 euros brut, et d'une retraite à 60 ans maximum pour tous, ce mardi 18 Octobre.

Les syndicats appellent les travailleurs et travailleuses à se réunir devant la préfecture de Poitiers à 12H. En effet, via le préfet, représentant de l'état en territoire, ils comptent se faire entendre sur leur juste revendication de pouvoir vivre dignement de leur travail et de ne pas avoir à travailler jusqu'à la mort pour le seul profit des ultra-riches, patrons ou actionnaires des entreprises.

L'Union Départementale invite l'ensemble de la population, jeunes, retraités, actifs, privés d'emploi, à rejoindre ce rassemblement pour qu'enfin les représentants de l'état soient au service de la population et qu'ils ne servent plus les intérêts des marchés financiers.

En effet, la politique libérale servie depuis des années, la répression des mouvements sociaux et des revendications des travailleurs et travailleuses nous font vivre les années Thatcher en Angleterre. La CGT se bat pour les augmentations de salaire et pour une retraite digne à 60 ans. La CGT se bat pour le droit du travail et le droit de grève. A cause de cela, une bonne partie de la classe politique et médiatique, insulte l'action des syndicats des raffineries. Elle choisit, en connaissance de cause, de se mettre au service de la classe sociale dominante, celle qui possède les richesses, et qui ne nous laisse à nous, travailleurs et habitants, que la possibilité de nous crever au boulot pour leur seul confort.

Pourtant, la grève révèle bien que les seuls producteurs de richesse dans ce pays, ce sont les travailleurs. Pas leurs patrons, ni leurs actionnaires, mais bien ceux, qui transforment leur force de travail en richesse.

Toutes et tous en grève mardi 18 Octobre pour se faire entendre !

MARDI 18 OCTOBRE 2022
12H DEVANT LA
PREFECTURE



Contexte du climat social actuel

Que ce passet-il avec les raffineries ?

Depuis des mois, les travailleurs des raffineries réclament des augmentations de salaires pour pouvoir vivre dignement, à hauteur de leur qualification, de leur travail. Avant l'été, le patronat des raffineries était prévenu que si rien ne bougeait de leur côté, un mouvement de grève serait enclenché. Ainsi, depuis plus de trois semaines, les travailleurs ont choisi de cesser le travail pour amener à la table des négociations des employeurs qui comme Total font des milliards d'euros de bénéfice.

Pourquoi la grève à Esso et Total?

Les accords de branche Pétrole mis en place par le patronat le 3 Octobre ont toujours les premiers coefficients de salaires en dessous du SMIC ! C'est donc à grand renfort de prime qu'un opérateur en raffinerie commence sa carrière à 1645 euros brut. Un chef opérateur (qui a donc de l'expérience dans le métier) gagne 2995 euros brut, alors qu'il est chargé de la sécurité et du bon fonctionnement d'un poste de raffinage. Dans le même temps, le PDG de total émarge à 5,8 millions d'euros, soit 161 ans de salaire d'un chef opérateur. Les travailleurs veulent juste une répartition équitable des richesses qu'ils produisent.

Et si on réquisitionne les travailleurs ?

La France a déjà été pointée du doigt en 2010 par l'Organisation International du Travail pour les réquisitions sous Sarkozy (mentor de la politique Macron) pour violation du droit de grève. En effet, les travailleurs ne font « que » cesser le travail, comme n'importe quel travailleur du privé dans une entreprise à but lucratif. Comme l'a rappelé l'OIT dans sa condamnation de la France en 2010, la réquisition ne doit concerner que les activités essentielles (véhicules sanitaires, de secours, de sécurité, etc.) L'organisation et le ravitaillement de celles-ci est de la responsabilité du gouvernement. Pour ce faire, la France s'est dotée de soi-disant stocks d'essence « stratégiques ». Pourquoi ne les utilise-t-elle pas ?

En même temps :

Le gouvernement avance sur son projet de réforme de la retraite en annonçant un allongement de l'âge légal de départ en retraite, mais en visant aussi la fin des régimes spéciaux. Sans le dire, le budget présenté pour 2023 prévoit de nombreuses baisses de la qualité des services publics. En effet, même si les enveloppes augmentent, c'est moins que l'inflation et donc à terme une perte de moyen pour les services publics. Le patronat applique la même politique en proposant toujours des augmentations inférieures à l'inflation, donc une perte directe de salaire. Par exemple, une entreprise qui ne ferait aucune augmentation en France en 2022, obligerait finalement les travailleurs à bosser 96h gratuitement. Enfin, l'explosion des prix de l'énergie devrait avoir des conséquences pour les plus précaires, surtout à la sortie de la trêve hivernale. L'Etat a toujours refusé d'écouter la CGT sur la nécessité de garder l'électricité et le gaz en dehors des marchés financiers...nous en payerons tous le prix.